

M. Christian TOPALOV,
Directeur de recherche au C.N.R.S.

La "nébuleuse réformatrice" et ses réseaux en France, 1880-1920

Le séminaire intitulé "Genèse des sciences sociales et action réformatrice : Paris, Londres et New York, 1880-1930" est entré en 1991-1992 dans sa quatrième année. Une recherche collective y a été entreprise, qui est appelée à durer deux ans, sur la genèse et la topographie des milieux réformateurs en France dans la période 1880-1920. Ce travail, auquel participent une trentaine de spécialistes de la période, donnera lieu à une publication.

Au cours des années 1880 à 1920, dans des domaines très divers de l'action et de la pensée, apparaissent de nouvelles représentations de la société et de ses "problèmes", en même temps que de nouvelles méthodes pour les traiter. Les hommes (contrairement à ce que l'on observe au même moment dans d'autres pays, les femmes sont ici peu nombreuses) qui sont engagés dans ces mouvements sont différents quand à leurs itinéraires sociaux, leurs spécialisations, leurs positions vis-à-vis de la politique. Et cependant, ils ont un air de famille.

Parfois en conflit sur les "solutions", ils sont en train de redéfinir les "problèmes sociaux" dans des termes qui comportent, d'un domaine à l'autre, des similitudes remarquables. Cette reformulation va bientôt devenir le sens commun et constituera le socle de réalisations : notamment, mais pas seulement, de politiques publiques. C'est en ce sens qu'il peut être opératoire de considérer ces acteurs divers sous une même catégorie de "réformateurs". Sans doute, ils sont divisés en courants distincts, selon les spécialités ou professions dont ils travaillent à établir la légitimité, ou selon les orientations intellectuelles et politiques qui sont les leurs. Néanmoins, ils nouent entre eux de multiples relations. Par une série de réseaux, se constitue ainsi une "nébuleuse réformatrice" au sein de laquelle, directement ou de proche en proche, tout le monde parle à tout le monde dans un langage largement commun.

Au cours des dernières années, d'importants résultats ont été accumulés sur différents domaines de la pensée et de l'action réformatrices. En retraçant l'histoire de milieux spécialisés, ces travaux ont mis en lumière l'existence de multiples points de rencontre entre le domaine étudié et d'autres champs. Le moment est sans doute venu de porter une plus grande attention aux relations

entre domaines de réforme. Une des façons commodes de le faire est d'examiner plus systématiquement les réseaux sociaux dans lesquels s'inscrivent les acteurs concernés. L'étude des formes et du personnel des groupements réformateurs (associations, congrès, revues, institutions d'enseignement, administrations, etc.), l'identification de leurs lieux de rencontre et intersections, la prosopographie des populations concernées et notamment des noyaux dirigeants, la biographie de personnalités-clefs sont autant de moyens d'étudier la constitution et l'évolution du monde de la réforme dans la période.

Les questions soulevées par une telle orientation de travail sont nombreuses. J'en évoquerai seulement quelques unes. Comment se constituent des champs spécialisés de réforme, quelles sont les chemins de leur éventuelle institutionnalisation ou professionnalisation ? Comment se différencient les agents selon les champs et à l'intérieur de chacun d'eux ? Les positions et trajectoires sociales des individus permettent-elles de rendre intelligibles leurs positions dans les divers domaines de réforme ? Quelles relations s'établissent entre savoirs cognitifs et savoirs pratiques, entre catégorisations, diagnostics et prescriptions, et ces relations sont-elles homologues d'un domaine à l'autre ? Dans quelle mesure les différences politiques constituent-elles un principe pertinent de clivage ? Ces interrogations permettent de "revisiter" les rapports entre science et action, comme entre sens communs réformateurs et conflits politiques.

Le séminaire propose donc un lieu de rencontre entre chercheurs travaillant sur des domaines divers et pourtant liés, de manière à permettre une confrontation des questions et des résultats, établir un bilan des acquis et susciter de nouvelles interrogations.

L'année a commencé par une réflexion sur la construction de l'objet de la recherche (C. Topalov) et sur les méthodologies de l'analyse de réseaux (A. Degenne, LASMAS, CNRS). Plusieurs milieux ont été ensuite étudiés en détail : les Leplaysiens (A. Savoye, Paris VIII), les réseaux de la prévoyance sociale (B. Gibaud, Fédération de la mutualité française), l'Office du travail (Jean Luciani, IEPE, CNRS-INSEE), le socialisme normalien et la philanthropie républicaine (C. Prochasson, EHESS et S. Dab, Paris VII), l'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux (V. Claude, Ecole d'architecture de Strasbourg), l'Ecole libre des sciences politiques (D. Damamme, CEPEL, Université de Montpellier), les Congrès d'assistance (D. Renard, CERAT, IEP de Grenoble). Une échappée comparative nous a enfin permis d'examiner les rapports entre assistance publique et philanthropie à Londres au XIX^e siècle (F. Barret-Ducrocq, Paris VII).